

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

F



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP17/NASWP

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarantième session

Centre international de conférences, Genève (Suisse)

17 – 22 juillet 2017

RAPPORT DE LA QUATORZIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AMÉRIQUE DU NORD ET LE PACIFIQUE SUD-OUEST

Port-Vila (Vanuatu)

19–22 septembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

Résumé et état d'avancement des travaux.....	page ii
Liste des sigles et acronymes	page iii
Rapport de la quatorzième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest	page 1

Paragraphes

Introduction.....	1
Ouverture de la session	2 - 5
Adoption de l'ordre du jour (Point 1).....	6
Allocution principale sur les <i>Aspects multisectoriels du Codex et les possibilités de renforcer le Codex comme moyen de contribuer au développement des secteurs de l'économie, du commerce, de l'agriculture, de la santé et de la nutrition</i> (Point 2)	7 - 13
Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région (Point 3a)	
Établissement des priorités relatives aux besoins de la région et aux approches possibles pour les aborder (Point 3b).....	14 - 31
Utilisation des normes du Codex dans la région: pertinence des normes régionales existantes et nécessité de nouvelles normes (Point 4)	32 - 39
Questions découlant des travaux de la Commission du Codex Alimentarius et d'autres comités du Codex (Point 5)	40 - 42
Travaux du Codex pertinents pour la région (Point 6)	43 - 48
Suivi de la mise en œuvre du plan stratégique du Codex (plan stratégique pour le CCNASWP 2014 - 2019 – état d'avancement de la mise en œuvre) (Point 7)	49 - 60
Avant-projet de norme régionale pour le jus de noni fermenté (Point 8)	61 - 69
Document de travail sur l'élaboration d'une norme régionale pour le produit à base de kava qui peut être utilisé comme boisson lorsqu'il est mélangé à de l'eau (Point 9)	70 - 76
Nomination du coordonnateur (Point 10)	77
Autres questions (Point 11)	78
Date et lieu de la prochaine session (Point 12)	79

Annexes

Annexe I – Liste des participants	page 11
Annexe II – Allocution principale: <i>Aspects multisectoriels du Codex et possibilités de renforcer le Codex comme moyen de contribuer au développement des secteurs de l'économie, du commerce, de l'agriculture, de la santé et de la nutrition</i>	page 17

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX					
Partie responsable	Objectif	Texte/Sujet	Code	Étape	Par.
Vanuatu/Nouvelle-Zélande/ Australie Comité exécutif (73 ^e session) Commission (40 ^e session) CCNASWP (15 ^e session)	Approbation	Nouvelle activité sur l'élaboration d'une norme régionale pour le kava en tant que boisson lorsqu'il est mélangé à de l'eau froide.	-	1/2/3	76
Commission (40 ^e session)	Nomination	A recommandé que le Vanuatu soit reconduit dans ses fonctions de coordonnateur pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest.	-	-	77
Groupe de travail électronique (Tonga) CCNASWP (15 ^e session)	Remaniement	Avant-projet de norme régionale pour le jus de noni fermenté	-	2/3	69
Comité exécutif (73 ^e session)	Information	Est convenu d'interrompre le suivi et la communication d'informations concernant le Plan stratégique 2014-2019 pour le CCNASWP			55
Président et vice-présidents de la Commission	Information	Est convenu que les quatre objectifs stratégiques du Plan stratégique 2014-2019 étaient toujours valables et pertinents pour le nouveau plan stratégique, mais qu'il n'était pas en mesure de formuler des observations sur les objectifs composant chacun des objectifs stratégiques à la présente session.			58 – 59
CCCCF	Demande d'avis/d'information	Les travaux sur la norme régionale pour le jus de noni fermenté sont toujours en cours et la sécurité sanitaire de la scolopétine n'est toujours pas évaluée.	-	-	68
Membres	Information	Les membres du CCNASWP sont invités instamment à fournir au JECFA des données sur la sécurité ou la toxicité de la scopolétine	-	-	68
FAO/OMS Membres	Information	Le débat sur le point 3 de l'ordre du jour est une étape importante pour la détermination des problèmes et des priorités de la région.	-	-	26
	Information	A demandé à la FAO et l'OMS de tenir compte des suggestions formulées dans l'élaboration de la plateforme en ligne pour la mise en commun des informations sur les systèmes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments.			31
	Information	A suggéré d'élargir le champ de l'enquête sur l'utilisation des normes du Codex afin d'ajouter une catégorie de normes d'un intérêt crucial pour la région.			39
	Information	A invité instamment les membres du CCNASWP à suivre les débats et à contribuer activement aux travaux du Codex intéressant la région.			48

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACTEI	Équations de l'apport à court terme estimatif international
CAC	Commission du Codex Alimentarius
CCCF	Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments
CCEXEC	Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius
CCFH	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire
CCFICS	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires
CCFL	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires
CCNASWP	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest
CCNFSDU	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime
CCPR	Comité du Codex sur les résidus de pesticides
CRD	document de séance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HACCP	Système d'analyse des risques - points critiques pour leur maîtrise
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
JECFA	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires
LMR	Limite maximale de résidus
NGAA	Norme générale pour les additifs alimentaires
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
PEID	Petits États insulaires en développement
PHAMA	Programme d'accès aux marchés des produits horticoles et agricoles du Pacifique

INTRODUCTION

1. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest (CCNASWP) a tenu sa quatorzième session à Port Vila, du 19 au 22 septembre 2016, à l'aimable invitation du Gouvernement vanuatuan. M. Timothy Tumukon, Directeur du Département de la biosécurité du Vanuatu, a présidé la session. Y ont participé des délégués de onze États Membres, deux États Membres extérieurs à la région et une organisation internationale. Une liste complète des participants, y compris des membres de la FAO, de l'OMS et des secrétariats, figure à l'annexe I.

OUVERTURE DE LA SESSION

2. M. Joe Natuman, Vice-Premier Ministre vanuatuan du commerce, du tourisme et des coopératives, a souhaité la bienvenue aux participants et a ouvert la session. Dans son allocution d'ouverture ([CRD4](#)), le Vice-Premier Ministre a souligné les problèmes préoccupants auxquels étaient confrontés les petits États insulaires en développement (PEID), notamment: les maladies d'origine alimentaire, l'impact du niveau approprié de protection sur les capacités commerciales des PEID et la prévalence des maladies non transmissibles.
3. En concluant, le Vice-Premier Ministre a remercié la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le programme PHAMA de leur aimable assistance s'agissant de l'organisation de la session et les gouvernements des États Membres pour le soutien qu'ils ont apporté à la participation des délégués.
4. M. Graham Nimoho, assistant du représentant de la FAO (programme) au Vanuatu, s'est adressé aux délégués au nom de la FAO et de l'OMS, et a remercié le Vanuatu d'accueillir la présente session du CCNASWP. Dans son allocution ([CRD5](#)), l'assistant du représentant a souligné l'importance de la participation au Codex pour les pays de la région et la valeur des normes du Codex reposant sur des bases scientifiques pour la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire aux niveaux national et international.
5. Mme Awilo Ochieng Pernet, Présidente de la Commission du Codex Alimentarius, s'est également adressée aux délégués. Dans son allocution ([CRD6](#)), elle a noté que la mise en application effective des normes du Codex assurait la protection de la santé des consommateurs et permettait aux produits nationaux d'accéder aux marchés alimentaires régionaux et internationaux. Elle a aussi souligné le rôle important joué par le Codex pour la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1)¹

6. Le Comité de coordination a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session et il est convenu d'examiner en même temps les points 3a et 3b.

ALLOCUTION PRINCIPALE SUR LES ASPECTS MULTISECTORIELS DU CODEX ET LES POSSIBILITÉS DE RENFORCER LE CODEX COMME MOYEN DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE, DU COMMERCE, DE L'AGRICULTURE, DE LA SANTÉ ET DE LA NUTRITION (Point 2)²

7. Le représentant de la FAO, s'exprimant au nom de la FAO et de l'OMS, a présenté ce point de l'ordre du jour et appelé l'attention du Comité de coordination sur le processus de revitalisation entrepris actuellement dans tous les comités de coordination. L'insertion d'une allocution principale était une activité clé du processus de «revitalisation» et visait à stimuler le débat et la mise en commun d'informations sur un sujet présentant un intérêt pour la région.
8. M. Assik Tommy Tomscoll, Ministre de l'agriculture et de l'élevage de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a prononcé l'allocution principale qui portait sur les aspects multisectoriels du Codex et les possibilités de renforcer le Codex comme moyen de contribuer au développement des secteurs de l'économie, du commerce, de l'agriculture, de la santé et de la nutrition ([Annexe II](#)).
9. Les membres du CCNASWP ont noté que les normes du Codex étaient importantes pour protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce régional des produits alimentaires. Ils ont souligné l'importance du Codex pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, la sécurité alimentaire, la nutrition (maladies non transmissibles et carence en micronutriments) et pour l'harmonisation des normes alimentaires. L'importance d'une participation effective afin d'optimiser les avantages procurés par le Codex a été soulignée. Les PEID pouvaient exploiter la force collective qu'apportaient le Codex et la région, grâce aux possibilités offertes par la mise en commun d'information et le réseautage transsectoriel et transfrontalier. Il a aussi été reconnu qu'il existait des différences sur le plan du développement des systèmes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, mais que la région du NASWP était aussi confrontée à des

¹ [CX/NASWP 16/14/1](#).

² [CX/NASWP 16/14/2](#).

défis communs.

10. Les membres du CCNASWP ont souligné la nécessité de mettre en application les normes du Codex pour traiter un certain nombre de questions, notamment les maladies non transmissibles, la dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées et l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire. Les travaux du Codex pouvaient aussi avoir des retombées positives sur les consommateurs, les secteurs du tourisme et de l'éducation et une meilleure compréhension des liens existant entre la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire devait contribuer à une plus grande cohérence des politiques mises en place.
11. La Présidente de la Commission a déclaré qu'elle était à la recherche de champions du Codex, de personnes comme le ministre Tomscoll, qui étaient résolues à protéger la santé des consommateurs et à garantir des pratiques commerciales loyales, à s'investir personnellement pour sensibiliser et informer les autres ministres quant à l'importance de la sécurité sanitaire des aliments et du Codex lors de réunions et de conférences, et à faire en sorte que la sécurité sanitaire des aliments et le Codex figurent en bonne place dans les préoccupations politiques.

Conclusion

12. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont conclu que le Codex était important pour la région car il donnait la possibilité de faire mieux connaître la sécurité sanitaire et la qualité des aliments à un haut niveau politique et de réunir les pays pour définir les problèmes communs et les moyens d'y faire face aux niveaux national, régional et mondial.
13. Le Comité de coordination a reconnu que, pour profiter de ces possibilités, il importait de participer de manière efficace au Codex en mettant l'accent sur les grandes priorités et en travaillant ensemble aux niveaux transsectoriel et transfrontalier pour s'attaquer aux problèmes communs.

SITUATION DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE ET DE LA QUALITÉ DES ALIMENTS DANS LES PAYS DE LA RÉGION (Point 3a)³

ÉTABLISSEMENT DES PRIORITÉS RELATIVES AUX BESOINS DE LA RÉGION ET APPROCHES POSSIBLES POUR LES ABORDER (Point 3b)⁴

14. Le représentant de la FAO, s'exprimant au nom de la FAO et de l'OMS, a informé le Comité de coordination que ce point de l'ordre du jour était une nouvelle façon de faciliter un débat ciblé sur des questions et des priorités de sécurité sanitaire des aliments qui étaient critiques ou venaient d'apparaître dans la région. Ce point de l'ordre du jour faisait partie du processus de revitalisation des comités régionaux de coordination et répondait spécifiquement à la demande formulée par la Commission du Codex Alimentarius à sa trente-huitième session, pour que la FAO et l'OMS élaborent avec le secrétariat du Codex une série de questions sur les problèmes et les priorités des pays et préparent une analyse des données recueillies afin de fournir une vue d'ensemble des points communs et des différences existants sur les questions critiques ou émergentes.

Débat

15. Les membres du CCNASWP ont accueilli avec satisfaction l'initiative de la FAO et de l'OMS visant à définir les questions et les priorités critiques ou émergentes; ont souligné le rôle important que jouait le Codex dans le traitement de ces questions, mais ont aussi reconnu que les travaux du Codex devaient être accompagnés d'autres initiatives aux niveaux national et régional et qu'ils contribuaient activement à protéger la santé des consommateurs et à promouvoir des pratiques commerciales loyales.
16. Les membres du CCNASWP ont mis en commun des expériences sur la façon dont les normes et les directives du Codex avaient été adoptées dans la législation nationale et avaient contribué à renforcer l'harmonisation des mesures de sécurité sanitaire et de qualité des aliments dans les pays de la région; et sur les activités en cours visant à traiter certaines des questions soulevées, notamment: mise en place de systèmes de sécurité sanitaire des aliments solides, formation et éducation ciblées, renforcement des contrôles concernant les denrées alimentaires importées, y compris le datage; et sur les difficultés rencontrées pour assurer la mise en œuvre et le respect de la législation nationale. Il a été reconnu qu'un soutien politique de haut niveau était nécessaire pour renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et que le Codex pouvait jouer un rôle important de plaidoyer pour obtenir ce soutien.

³ [CX/NASWP 16/14/3](#); CX/NASWP 16/14/3 Add.1; Activités de renforcement des capacités de la FAO et de l'OMS dans le Pacifique ([CRD1](#)).

⁴ [CX/NASWP 16/14/4](#); Activités de renforcement des capacités de la FAO et de l'OMS dans le Pacifique ([CRD1](#)).

17. Les membres du CCNASWP ont pris acte des résultats du questionnaire et des priorités citées le plus souvent, mais plusieurs d'entre eux ont évoqué d'autres questions qui restaient importantes, par exemple la sécurité alimentaire, la protection de la chaîne alimentaire, la science et la perception du public, la résistance aux antimicrobiens, des méthodes de détection plus sensibles en matière d'analyse des aliments et l'application de mesures non scientifiques dans le contrôle des importations alimentaires. La région du NASWP était d'une grande diversité, mais il a été reconnu que plusieurs questions critiques ou émergentes étaient communes à toute la région, notamment les facteurs de risques de maladies non transmissibles liées aux aliments et aux régimes alimentaires.
18. La nécessité pour le Codex de renforcer ses travaux pour relever les défis nutritionnels dans la région, par l'intermédiaire du CCNASWP ou d'autres comités du Codex, a été mentionnée. À cet égard, le représentant de l'OMS a encouragé le Codex à tenir compte des politiques, stratégies et directives de la FAO et de l'OMS dans le cadre de ses travaux. Il a cité en exemple les directives de l'OMS sur l'apport en sodium chez l'adulte et chez l'enfant et celles sur l'apport en sucres chez l'adulte et l'enfant, qui pouvaient servir de base aux mesures visant à remédier aux problèmes liés à la nutrition. Il a été aussi noté que l'étiquetage «frontal» avait été une mesure importante pour lutter contre les maladies non transmissibles et que l'application des normes du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires en général pouvait aider les consommateurs à faire des choix plus sains.
19. Les membres du CCNASWP ont aussi noté qu'il était important de mettre en place des systèmes nationaux rigoureux de contrôle des aliments, notamment une approche de guichet unique pour ce qui concernait la santé, les douanes et la biosécurité à la frontière ainsi que pour traiter les éléments spécifiques du changement climatique pouvant avoir une incidence sur la sécurité sanitaire des aliments.
20. Les membres se sont félicités du soutien technique apporté par la FAO et l'OMS pour traiter les questions critiques ou récemment apparues, tout en reconnaissant qu'il existait peut-être d'autres synergies entre les activités des deux organisations pour traiter les priorités au niveau des pays.
21. Il a été reconnu que les réponses au questionnaire devaient faire l'objet d'une analyse plus approfondie afin de déterminer les priorités de la région, les questions qui relevaient du programme de travail de la FAO, de l'OMS et du Codex et celles qui pouvaient être mieux traitées par d'autres mécanismes au niveau national ou régional. La nécessité de poursuivre le dialogue et l'échange d'idées afin de définir les mesures appropriées pour traiter les questions et les priorités critiques ou récemment définies, notamment à la session suivante du CCNASWP, a été soulignée.
22. Le secrétariat a informé le Comité de coordination qu'un document devait être élaboré, en collaboration avec la FAO et l'OMS, concernant la mise en œuvre du processus de revitalisation dans tous les comités régionaux de coordination pour la prochaine session du Comité exécutif, ce qui donnait ainsi aux membres une autre possibilité de fournir des informations en retour sur le processus de revitalisation et sur les différentes activités entreprises.

Conclusion

23. Le Comité de coordination:
 - est convenu que le débat était une première étape importante et bénéfique pour définir les questions et les priorités critiques ou naissantes pour la région et remercié la FAO et l'OMS de contribuer au processus en élaborant les documents d'analyse et de référence;
 - a noté que les questions suivantes étaient le plus souvent identifiées: i) systèmes nationaux de contrôle des aliments rigoureux; ii) questions en rapport avec les approvisionnements alimentaires; iii) questions liées au changement climatique; iv) capacités, sensibilisation, formation et éducation en matière de sécurité sanitaire des aliments; v) défis nutritionnels.
 - a souligné qu'il était important que les membres du CCNASWP prennent des mesures appropriées au niveau national pour traiter ces questions prioritaires. Il a toutefois été admis que certaines priorités méritaient une attention non seulement au niveau national mais aussi au niveau régional.
 - a recommandé de poursuivre l'analyse afin de définir les priorités de la région et la façon dont les questions prioritaires ainsi définies pouvaient être traitées dans le cadre du programme de travail du Codex aux niveaux national et régional, notant que certains travaux spécifiques sur les priorités définies pouvaient être renvoyés aux comités du Codex appropriés pour examen au titre de nouvelle activité. La possibilité de créer des synergies entre les activités de renforcement des capacités de la FAO et de l'OMS et les questions prioritaires définies a été reconnue comme une voie à suivre.

Plateforme en ligne pour la mise en commun des informations sur les systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments

24. Le représentant de la FAO, s'exprimant au nom de la FAO et de l'OMS, a présenté le sujet et expliqué que la série de questions figurant sur la plateforme⁵ avait été choisie en partant du principe que les pays voyaient l'utilité du partage et de l'utilisation de l'information. L'information partagée grâce à la plateforme pouvait aussi être utilisée dans le cadre des programmes de renforcement des capacités de la FAO et de l'OMS.
25. Il a été demandé aux membres du CCNASWP d'indiquer s'ils étaient favorables à la poursuite de l'activité, s'ils estimaient utiles les questions figurant actuellement et si d'autres questions devaient être ajoutées, ou si d'autres aspects devaient être pris en compte dans le développement ultérieur de la plateforme.

Débat

26. Les membres du CCNASWP se sont déclarés favorables à la finalité de la plateforme, à la fois utile et conviviale. L'utilité de disposer d'un point de référence continu en ligne a été mentionnée. Afin de comprendre l'intérêt que présentait l'échange d'informations, des éclaircissements ont été demandés quant à la finalité de certaines questions. Il a aussi été noté qu'il était plus facile de fournir des informations sur les évaluations des risques en insérant un lien vers un site web (qui serait entretenu et mis à jour régulièrement), qu'en téléchargeant des fichiers.
27. Les membres du CCNASWP ont soulevé la question de la confidentialité qui limitait parfois la quantité d'informations fournies en réponse à une question, par exemple les fournisseurs d'intrants scientifiques et techniques au processus consultatif, et ont aussi demandé que des mesures efficaces soient mises en place pour que les informations concernant la partie F sur l'auto-évaluation des capacités nationales restent confidentielles. La nécessité de recueillir et de conserver sur une plateforme séparée les informations fournies dans la partie F a été aussi indiquée.
28. Les membres du CCNASWP ont confirmé qu'ils étaient prêts à fournir les informations demandées sur la plateforme et suggéré de suivre l'utilisation de la plateforme au moyen d'outils informatiques afin d'évaluer son utilité et sa durabilité.
29. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont précisé que la question 5 avait pour but de mettre en commun des exemples de l'approche adoptée par un pays et de comprendre le processus consultatif national. Les représentants ont aussi confirmé que les questions de la partie F étaient liées à la section d'auto-évaluation des pays concernant la sécurité sanitaire des aliments du cadre de suivi et d'évaluation du Règlement sanitaire international (2005), et que la FAO et l'OMS pouvaient utiliser l'information et la diffuser selon une approche similaire à celle adoptée pour d'autres capacités fondamentales de ce même Règlement.
30. Les membres du CCNASWP ont noté que les suggestions concernant des questions à ajouter à la plateforme pouvaient être envoyées directement à la FAO et à l'OMS.

Conclusion

31. Le Comité de coordination:
- a remercié la FAO, l'OMS et le secrétariat du Codex pour leurs travaux sur l'élaboration de la plateforme en ligne qui devait permettre de mettre en commun des informations sur les systèmes de contrôle des aliments des différents pays;
 - est convenu de poursuivre les travaux sur la plateforme et a demandé à la FAO et à l'OMS de tenir compte des suggestions formulées à cet égard.

UTILISATION DES NORMES DU CODEX DANS LA RÉGION: PERTINENCE DES NORMES RÉGIONALES EXISTANTES ET NÉCESSITÉ DE NOUVELLES NORMES (Point 4)⁶

32. Le secrétariat a rappelé que ce point était inscrit à l'ordre du jour des six comités FAO/OMS de coordination et qu'une enquête électronique (utilisant le logiciel SurveyMonkey), élaborée conjointement avec la FAO et l'OMS, avait été utilisée pour recueillir des données sur l'utilisation des normes Codex par les pays, et avait permis d'analyser et de représenter plus facilement les données.
33. Le secrétariat a par ailleurs expliqué que l'enquête avait porté sur des normes spécifiques, bien connues et représentatives pour leurs catégories respectives, à savoir: i) des normes numériques (LMR de résidus de pesticides dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale); ii) des normes générales (*Norme générale pour les additifs alimentaires* (NGAA), *Norme générale pour les contaminants et les toxines présents dans les produits destinés à la consommation humaine et animale* et *Norme générale sur l'étiquetage des*

⁵ Disponible aux adresses suivantes: <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/survey/> ou sur la page login/connexion: <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/login/>.

⁶ [CX/NASWP 16/14/5](#).

denrées alimentaires préemballées; et iii) les *Principes généraux d'hygiène alimentaire*.

Débat

34. Le secrétariat a présenté l'analyse des résultats de l'enquête, comme figurant dans le document CX/NASWP 16/14/5, et invité les membres du CCNASWP à prendre note des résultats de l'analyse et à fournir des contributions sur des aspects spécifiques de l'enquête.

Présentation et approche

35. Pour ce qui concerne l'utilisation du logiciel SurveyMonkey pour recueillir les informations, les membres du CCNASWP y étaient dans l'ensemble favorables. Il a toutefois été suggéré que la possibilité devait être donnée de répondre à l'enquête en plusieurs phases. Pour ce qui concerne les questions de l'enquête, la présentation a été jugée acceptable, mais il a été indiqué qu'elle ne permettait pas d'évaluer les difficultés rencontrées par les pays pour fournir les informations.

Utilisation des résultats

36. Les membres du CCNASWP ont été informés que les résultats de l'enquête fournissaient des informations utiles à la FAO et à l'OMS pour comprendre comment les pays utilisaient et adoptaient concrètement les normes du Codex, et pour éclairer les activités de renforcement des capacités menées par la FAO et l'OMS afin d'aider les pays à utiliser les normes Codex et à s'y conformer. Par ailleurs, les résultats étaient utiles pour justifier les crédits alloués par les deux organisations au Codex (c'est-à-dire le Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires).
37. Les membres du CCNASWP ont indiqué que l'enquête permettait de fournir des données et des informations aux pays, qui manquaient de systèmes de collecte de données; ils ont suggéré d'agréger les résultats de l'enquête au niveau mondial et pas seulement au niveau régional afin qu'ils puissent être utilisés par d'autres régions pour informer la Commission et l'ensemble des membres de la situation quant à l'utilisation des normes Codex dans différentes régions du monde.

Portée de la prochaine enquête

38. Les membres du CCNASWP ont noté que l'enquête pouvait être renouvelée afin de permettre aux pays qui n'avaient pas répondu de fournir les informations demandées, et à ceux qui avaient répondu d'actualiser celles déjà fournies. Il a aussi été suggéré d'étendre la portée de l'enquête à une catégorie de normes en rapport avec des questions critiques intéressant la région, par exemple les normes élaborées par le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU).

Conclusion

39. Le Comité de coordination a noté les résultats de l'enquête et suggéré d'étendre la portée de l'enquête à une catégorie de normes du Codex d'un intérêt crucial pour la région, comme par exemple les normes élaborées par le CCNSFDU.

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES COMITÉS DU CODEX (Point 5)⁷

40. Le Comité de coordination a examiné les informations fournies dans le document CX/NASWP 16/14/6, notant que certaines questions étaient présentées pour information et d'autres pour examen au titre des points pertinents de l'ordre du jour.

Gestion des activités du Comité

41. Les membres du CCNASWP ont fait observer que l'approche adoptée par le Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH) pour gérer ses travaux n'était pas pertinente pour les travaux du CCNASWP et que, compte tenu du peu de travaux menés sur l'élaboration de normes, il n'était pas nécessaire que le CCNASWP définisse une approche spécifique.

Conclusion

42. Le Comité de coordination a estimé que les critères régissant l'établissement des priorités des travaux et les critères de décision pour l'élaboration des normes Codex et autres textes apparentés énoncés dans le Manuel de procédure étaient suffisants à cet égard.

⁷ [CX/NASWP 16/14/6](#); CX/NASWP 16/14/6 Add.1.

TRAVAUX DU CODEX INTÉRESSANT LA RÉGION (Point 6)⁸

43. Le Président a rappelé que le document relatif à ce point du jour n'avait pas été élaboré et a ouvert le débat sur les travaux du Codex qui pouvaient intéresser la région.

Débat

44. Pour commencer, le Président a mentionné les travaux menés par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) sur le datage et a invité les membres du CCNASWP à suivre attentivement la discussion afin de mieux comprendre le parti que les pays de la région pouvaient tirer de ces travaux.
45. Les membres du CCNASWP ont rappelé que la Nouvelle-Zélande avait proposé de nouveaux travaux sur le datage au CCFL (révision de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballée*) au nom des membres du CCNASWP et que le CCFL était parvenu à un accord sur plusieurs définitions (à savoir, date de fabrication, date de conditionnement, à consommer de préférence avant/date limite d'utilisation optimale et date limite d'utilisation/date de péremption), tandis que des travaux étaient toujours en cours sur l'élaboration de critères pour les denrées ne nécessitant pas de datage.
46. Autres questions intéressant la région:
- orientations sur le recours à l'équivalence/la comparabilité des systèmes (CCFICS);
 - orientations pour l'étiquetage des emballages non destinés à la vente au détail (CCFL);
 - révision de la *Norme pour les préparations de suite* ([CODEX STAN 156-1987](#)) (CCNFSDU);
 - révision de la *Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale* (Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR))
 - équations de l'apport à court terme estimatif international (ACTEI) (CCPR)
 - révision des *Principes généraux d'hygiène alimentaire* (CAC/RCP 1-1969) et de leur annexe HACCP ([CX/RCP 1-1969](#)) (CCFH)
 - révision du *Code d'usages en matière d'hygiène pour les fruits et légumes frais* ([CX/RCP 53-2003](#)) (CCFH)
47. L'observateur de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a encouragé les membres du CCNASWP à contribuer aux travaux menés au sein du CCNFSDU sur la définition de «biofortification»⁹, définition qui est indispensable pour pouvoir poursuivre l'élaboration des normes et dispositions d'étiquetage liées aux aliments biofortifiés.

Conclusion

48. Le Comité de coordination a noté les travaux intéressant la région mentionnés pendant les débats et invité instamment les membres du CCNASWP à suivre le débat et à contribuer activement aux travaux.

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX (PLAN STRATÉGIQUE POUR LE CCNASWP 2014-2019; ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE) (Point 7)¹⁰

Plan stratégique pour le CCNASWP 2014-2019 – État d'avancement de la mise en œuvre

49. Le secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour et expliqué que le CCNASWP contribuait au suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2014-2019 (Plan stratégique mondial) moyennant la mise en œuvre du Plan stratégique 2014-2019 pour le CCNASWP, qui établissait des liens entre ses six objectifs et les activités du Plan stratégique mondial.
50. Le Président a noté que le document concernant ce point n'avait pas été élaboré et a appelé l'attention des membres du CCNASWP sur le document [CRD3](#), qui contenait des observations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur le suivi et l'évaluation des objectifs et des activités du Plan stratégique 2014-2019 pour le CCNASWP.

Débat

51. La délégation du Samoa a informé le Comité de coordination que son pays mettait la dernière main au plan stratégique national dont certaines des priorités étaient tirées du Plan stratégique pour le CCNASWP.

⁸ [CX/NASWP 16/14/7](#).

⁹ [REP16/NFSDU](#), par. 62-71.

¹⁰ CX/NASWP 16/14/8 (non publié); Activités de renforcement des capacités de la FAO et de l'OMS dans le Pacifique ([CRD1](#)).

52. Après l'observation du Président, les membres du CCNASWP ont noté que la question du suivi de la mise en œuvre du plan stratégique régional ne présentait que peu d'intérêt, étant donné notamment l'évolution et la mise en œuvre du Plan stratégique mondial. Les membres du CCNASWP ont observé également qu'un plan stratégique régional ne s'imposait pas étant donné que les travaux du CCNASWP devaient contribuer au Plan stratégique mondial et que les États insulaires du Pacifique allaient avoir besoin d'aide pour renforcer leurs capacités afin de contribuer à la mise en œuvre et au suivi du Plan stratégique mondial.
53. Le représentant de la FAO a appuyé l'opinion selon laquelle les pays avaient avantage à mettre en place un plan d'action national en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments pour guider les activités liées au Codex au niveau national, en harmonie avec le Plan stratégique mondial. Les pays auraient ainsi un outil pratique pour faire progresser les travaux du Codex.
54. Le représentant de l'OMS a indiqué qu'à la demande du Comité de l'OMS pour la région Pacifique occidentale, un «Cadre d'action pour la sécurité sanitaire des aliments dans la région du Pacifique occidental» était en cours d'élaboration et devait remplacer la Stratégie de sécurité sanitaire des aliments pour la région du Pacifique occidental 2011-2015. Ce Cadre devait être présenté à la soixante-huitième session de la Réunion du Comité régional pour approbation en 2017.

Conclusion

55. Le Comité de coordination:
- est convenu d'interrompre le suivi et la communication d'informations concernant le Plan stratégique 2014-2019 pour le CCNASWP, reconnaissant que le CCNASWP devait contribuer au Plan stratégique mondial;
 - a noté que l'OMS procédait à l'élaboration du Cadre d'action pour la sécurité sanitaire des aliments dans la région du Pacifique occidental.

Élaboration du Plan stratégique du Codex 2020-2025¹¹

56. Le secrétariat a rappelé qu'à sa soixante et onzième session, le Comité exécutif avait: i) examiné un document établi par le secrétariat (CX/EXEC 16/71/6), qui recommandait un processus et des échéances pour l'élaboration d'un nouveau Plan stratégique pour la période 2020-2025; ii) recommandé à la Commission, à sa trente-neuvième session, de demander au secrétariat d'entamer le processus d'élaboration du nouveau Plan stratégique du Codex 2020-2025 et de prendre le Plan stratégique actuel 2014-2019 comme point de départ du nouveau plan.¹²
57. Dans une première étape, des propositions ont été sollicitées auprès des comités FAO/OMS de coordination concernant des objectifs à soumettre éventuellement pour examen au Président et aux vice-présidents de la Commission, qui avaient été chargés d'établir un premier projet de plan stratégique (sans plan de mise en œuvre détaillé) qui sera distribué pour observations et examen par le Comité exécutif en 2017. Les comités régionaux de coordination seront appelés à fournir des observations sur le projet complet révisé (y compris le plan de mise en œuvre) au cours du cycle de réunions 2018-2019.

Débat

58. Les membres du CCNASWP ont considéré que les quatre objectifs stratégiques du Plan stratégique du Codex 2014-2019 étaient toujours valables et pertinents pour le nouveau plan stratégique.
59. Quant aux objectifs composant chacun des objectifs stratégiques, les membres du CCNASWP ont déclaré qu'ils n'étaient pas en position de formuler des observations et des suggestions à la présente session.

Conclusion

60. Le Comité de coordination:
- est convenu que les quatre objectifs stratégiques du Plan stratégique 2014-2019 étaient toujours valables et pertinents pour le nouveau plan stratégique, mais qu'il était prématuré d'examiner les objectifs à l'intérieur de chacun de ces Objectifs stratégiques;
 - a noté que les membres du Codex avaient la possibilité de fournir des observations sur le premier projet de plan stratégique avant son examen par le Comité exécutif à sa soixante-treizième session.

¹¹ CX/NASWP 16/14/9 (non publié); Observations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur le point 7 de l'ordre du jour (CRD3).

¹² REP16/EXEC, par. 71.

AVANT-PROJET DE NORME RÉGIONALE POUR LE JUS DE NONI FERMENTÉ (Point 8)¹³

61. La délégation des Tonga a présenté le document CX/NASWP 16/14/9 et rappelé que la Commission, à sa trente-sixième session (2013), avait approuvé une nouvelle activité sur l'élaboration d'une norme régionale pour le jus de noni fermenté et que le CCNASWP, à ses douzième et treizième sessions, avait constitué des groupes de travail électronique chargés d'élaborer et ensuite de réviser l'avant-projet de norme. La délégation a résumé les principaux aspects de l'avant-projet de norme et les observations soumises à la présente session.
62. Le secrétariat a rappelé la demande du Comité sur les contaminants dans les aliments (CCCF), à ses neuvième et dixième sessions, concernant l'état d'avancement de la norme et la disponibilité de données à soumettre au JECFA pour une évaluation complète des risques liés à la scopolétine.

Débat

63. Plusieurs membres du CCNASWP ont noté que des progrès avaient été accomplis mais qu'il était nécessaire de mener d'autres travaux afin de tenir compte des observations écrites soumises à la présente session.
64. Ces membres ont formulé les observations suivantes:
- À la suite de la demande formulée par le CCNASWP à sa treizième session, quant au niveau admissible d'ingestion pour la scopolétine, le Comité sur les contaminants dans les aliments (CCCF), à sa neuvième session, avait inscrit la substance sur la liste prioritaire du JECFA pour évaluation complète des risques en vue de fournir des avis au CCNASWP concernant l'élaboration d'une norme pour le jus de noni fermenté; les pays devaient donc soumettre des informations et des données sur la toxicité et la sécurité sanitaire de la scopolétine afin que le JECFA puisse évaluer la substance, sinon la substance resterait sur la liste prioritaire.
 - Compte tenu des questions restées en suspens concernant le champ d'application, la fermentation, les méthodes d'analyse, les contaminants, en particulier le niveau admissible d'ingestion pour la scopolétine, l'avant-projet de norme ne pouvait pas être avancé dans la procédure par étape à la présente session, mais si des progrès étaient accomplis et un consensus était trouvé, la norme serait avancée à l'étape 5/8 à la session suivante.
 - Un examen minutieux des normes Codex couvrant des produits fermentés, notamment la *Norme régionale pour la pâte de soja fermentée* ([CODEX STAN 298R-2009](#)), la *Norme pour le kimchi* ([CODEX STAN 223-2001](#)), la *Norme pour les laits fermentés* ([CODEX STAN 243-2003](#)), la *Norme pour les fruits et légumes marinés fermentés* ([CODEX STAN 260-2007](#)) pouvait fournir des informations utiles pour l'élaboration ultérieure de la norme.
65. D'autres membres du CCNASWP ont noté que l'élaboration d'une norme était à l'ordre du jour du CCNASWP depuis de nombreuses années et que cette norme était une nécessité car de nombreux pays de la région du Pacifique exportaient déjà ce produit vers d'autres pays.
66. Pour ce qui concernait la demande du CCCF, le représentant de la FAO a précisé que les données dont le JECFA avait besoin pour effectuer une évaluation de la sécurité sanitaire de la scopolétine comprenaient toutes les données disponibles concernant: i) la toxicité de la scopolétine; ii) la présence de la scopolétine dans le jus de noni et d'autres produits où la scopolétine pouvait être présente; et iii) les données de consommation sur le jus de noni fermenté et d'autres produits pouvant contenir de la scopolétine.
67. Le secrétariat a invité les membres du CCNASWP à fournir des données en vue de l'évaluation par le JECFA de la sécurité sanitaire de la scopolétine et à fournir au CCCF des informations et des arguments solides afin que la substance ait un rang de priorité élevée pour l'évaluation du JECFA. Le secrétariat a aussi recommandé aux membres intéressés, en particulier ceux qui produisaient et exportaient du jus de noni fermenté, de participer activement au groupe de travail électronique afin de traiter de manière exhaustive et rapide toutes les observations.

Conclusion

68. Le Comité de coordination:
- notant que plusieurs questions devaient être à nouveau examinées, est convenu que l'avant-projet de norme ne pouvait pas être avancé dans la procédure par étapes;
 - est convenu de réunir à nouveau le groupe de travail électronique, dirigé par les Tonga, pour remanier l'avant-projet de norme en tenant compte du débat ci-dessus et de toutes les observations écrites soumises à la présente session, et a invité instamment les membres du CCNASWP à participer activement

¹³ [CX/NASWP 16/14/9](#); Observations à l'étape 3 de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis d'Amérique ([CX/NASWP 16/14/9 Add.1](#)); des Tonga, du Brésil ([CX/NASWP 16/14/9 Add.2](#)); des Tonga ([CRD2](#)).

au groupe de travail électronique;

- notant que la date prévue pour l'achèvement des travaux sur une norme régionale pour le jus de noni fermenté était 2017, est convenu de demander au Comité exécutif de la repousser à 2020;
- est convenu d'informer le CCCF de l'état d'avancement de la norme et a invité instamment les membres du CCNASWP à fournir au JECFA les données de sécurité sanitaire et de toxicité concernant la scopolétine (toxicité, présence et données de consommation).

État d'avancement de l'avant-projet de Norme régionale pour le jus de noni fermenté (N01-2013)

69. Le Comité de coordination est convenu de renvoyer l'avant-projet de Norme à l'étape 2/3, pour remaniement par le groupe de travail électronique précité, diffusion pour observations et examen par la prochaine session du CCNASWP.

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR L'ÉLABORATION D'UNE NORME RÉGIONALE POUR LE PRODUIT À BASE DE KAVA QUI PEUT ÊTRE UTILISÉ COMME BOISSON LORSQU'IL EST MÉLANGÉ À DE L'EAU (Point 9)¹⁴

70. La délégation du Vanuatu a rappelé que l'élaboration d'une norme régionale pour le kava était à l'ordre du jour du CCNASWP depuis de nombreuses années et souligné les principales questions traitées dans le document de travail [CX/NASWP 16/14/10](#) en notant que le document de projet qui était joint exigeait un examen plus approfondi.

Débat

71. Les membres du CCNASWP, en particulier ceux qui étaient producteurs et exportateurs de kava, ont souligné l'importance du kava dans la région du Pacifique, car il s'agissait d'un produit essentiel non seulement pour l'exportation mais aussi pour le marché intérieur, qu'il était une importante source de revenu pour de nombreuses familles et avait une haute valeur culturelle pour les pays insulaires du Pacifique. Ces pays ont exprimé leur soutien à l'avant-projet de Norme régionale pour le kava. Il a aussi été noté que certains pays de la région Pacifique qui importaient du kava voulaient qu'une norme soit élaborée afin de protéger leurs consommateurs.
72. D'autres membres du CCNASWP ont rappelé que ce Comité essayait depuis de nombreuses années de comprendre la nature du produit à normaliser et se sont demandé si les travaux proposés relevaient du mandat du Codex. À cet égard, ils ont noté que la manifestation parallèle sur le kava, organisée le 19 septembre, avait contribué à clarifier la nature et la portée de la proposition. Ils ont souligné qu'une partie significative de la population de Nouvelle-Zélande et d'Australie était issue des pays insulaires du Pacifique et qu'elle consommait du kava, et qu'une norme pour le kava figurait dans l'Australia New Zealand Food Standards Code et qu'elle faisait explicitement référence à l'extraction à l'eau froide. Ces membres étaient favorables à l'élaboration d'une norme régionale pour le kava en tant que boisson lorsqu'il est mélangé à de l'eau et qui excluait explicitement son utilisation comme ingrédient dans des denrées alimentaires.
73. Les membres du CCNASWP ont noté que des améliorations devaient être apportées au document de projet (Annexe I du document [CX/NASWP 16/14/10](#)) et formulé les observations ci-après:

- Le champ d'application devait faire clairement référence à l'extraction à l'eau froide des produits frais et séchés.
- La phrase sur la publicité négative dont avaient fait l'objet les produits du kava figurant à la section 3 «Sa pertinence et son actualité» devait être supprimée.
- Certaines données commerciales devaient être révisées (les données relatives aux échanges avec les pays hors de la région devaient par exemple être supprimées) et actualisées (certaines données semblaient particulièrement anciennes).
- Le calendrier proposé pour la réalisation des travaux était le suivant: démarrage: 2017; adoption à l'étape 5: 2019; adoption à l'étape 8: 2021.

Conclusion

74. Le Comité de coordination a reconnu à l'unanimité qu'il était important de démarrer de nouveaux travaux sur le kava et que le champ d'application de la norme régionale devait se limiter au kava utilisé comme boisson lorsqu'il est mélangé à de l'eau froide.
75. Le Comité a reconnu que le document de projet devait être révisé, en particulier le champ d'application, les données relatives au commerce et le calendrier.

¹⁴ [CX/NASWP 16/14/10](#); Observations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ([CRD7](#)).

76. Le Comité de coordination est convenu:
- de démarrer une nouvelle activité sur l'élaboration d'une norme régionale pour le kava en tant que boisson lorsqu'il est mélangé à de l'eau froide.
 - de demander au Vanuatu, avec l'assistance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, de réviser le document de projet pour une nouvelle activité en fonction des débats ci-dessus pour soumission au Comité exécutif à sa soixante-treizième session, par l'intermédiaire du secrétariat du Codex. Le champ d'application de la norme devait exclure explicitement l'utilisation du kava en tant qu'ingrédient dans les aliments.
 - de constituer un groupe de travail électronique, présidé par le Vanuatu, ouvert à tous les membres de la région et observateurs et chargé, sous réserve de l'approbation de la nouvelle activité par la Commission à sa quarantième session, d'élaborer un avant-projet de Norme régionale pour le kava en tant que boisson lorsqu'il est mélangé à de l'eau froide, pour distribution à l'étape 3 et examen par le CCNASWP à sa quinzième session.

NOMINATION DU COORDONNATEUR (Point 10)¹⁵

77. Sur proposition de la délégation de la Nouvelle-Zélande, le Comité de coordination a recommandé à l'unanimité à la Commission, à sa quarantième session, de reconduire le Vanuatu dans ses fonctions de coordonnateur pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest. La délégation du Vanuatu a remercié tous les membres du CCNASWP pour leur soutien et a accepté la nomination.

AUTRES QUESTIONS (Point 11)¹⁶

78. Le Comité de coordination a pris note du document CX/NASWP 16/14/12, établi par l'OMS, et du fait qu'aucune autre question n'avait été présentée durant l'adoption de l'ordre du jour provisoire.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 12)

79. Le Comité de coordination a été informé que sa quinzième session se tiendrait dans deux ans environ et que des précisions seraient données aux membres dès la nomination du coordonnateur par la Commission, à sa quarantième session.

¹⁵ [CX/NASWP 16/14/11](#)

¹⁶ [CX/NASWP 16/14/12](#) (Liens entre les politiques, stratégies et directives de la FAO et de l'OMS et les travaux du Codex (questions pour information découlant de la soixante et onzième session du Comité exécutif et de la trente-neuvième session de la Commission du Codex Alimentarius), document établi par l'OMS).

Annexe I

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES**

Chairperson: Mr Timothy Tumukon
Director
Président: Department of Biosecurity
Ministry of Agriculture
Presidente: PMB 9039 Port Vila Vanuatu
Port Vila
Vanuatu
Tel: (+678)33205
Email: ttumukon@vanuatu.gov.vu

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Ms Roxanna Auld
A/g Director, Codex International Standards
Department of Agriculture and Water Resources
GPO Box 858
Canberra ACT 2601
Australia
Tel: +61262725692
Email: roxanna.auld@agriculture.gov.au

Ms Kate Slater
Executive Officer, Codex International Standards
Department of Agriculture and Water Resources
GPO Box 858
Canberra ACT 2601
Australia
Tel: +61262724542
Email: kate.slater@agriculture.gov.au

CANADA - CANADÁ

Ms Marie-Pierre Parenteau
Manager,
International, Interagency, Intergovernmental Affairs
Health Canada
251 Sir Frederick Banting Driveway, AL 2204C
Ottawa
Canada
Tel: 613-941-4616
Email: Marie-Pierre.Parenteau@hc-sc.gc.ca

**COOK ISLANDS - COOK, ÎLES - COOK, ISLAS
COOK**

Mr Ngatoko Ta Ngatoko
Director
Biosecurity Service
Ministry of Agriculture
Biosecurity Service Ministry of Agriculture Government
of the Cook Islands
Rarotonga
Cook Islands
Tel: +682 28711
Email: nngatoko@agriculture.gov.ck

FIJI - FIDJI

Mr Usaia Dolodolota
Fellow
Institute of Applied Science USP
Fellow Institute of Applied Science University of the
South Pacific
Suva
Fiji
Tel: +679 32 32967
Email: usaia.dolodolotawake@usp.ac.fj

Mrs Losalini Leweniqila
National Market Access Coordinator
Agriculture
PHAMA
PHAMA C/-Secretariat of the Pacific Community
SPC,NABUA,Private Mail Bag, Suva,
Fiji
Tel: 3379345
Email: l.leweniqila@phama.com.au

Mr Alipate Momoka
Principal Health Officer
Health-Food Unit
Government
Fiji Codex Office Ministry of Agriculture Economic
Division/Agriculture Trade Unit Raiwaqa, Suva
Fiji
Tel: 3384 233
Email: alipate.momoka@govnet.gov.fj

Mr Nemani Rokodua
Secretary
Agriculture (Kava)
National Yaqona Farmer Associations
Ministry Of Agriculture Raiwaqa Private Mail Bag Suva
Fiji
Savusavu
Fiji
Tel: (679) 8008589
Email: nemani.rokodua@gmail.com

Mr Vio Veretawatini
Senior Economic Planning Officer
Agriculture
Fiji Codex /Fiji Agriculture Trade Unit Economic Division
Ministry of Agriculture Raiwaqa Suva
Fiji
Tel: 679-3100294
Email: vio.veretawatini@agriculture.gov.fj

Mr Donny Jason Yee
 Managing Director
 Agriculture (Kava)
 Exporter Agriculture
 P.O.Box 3350, 5 Quaranika, Veistri, Lami, Suva,
 Fiji
 Tel: (679) 336 1409
 Email: lamikava@kava.com.fj

Mr Zane Yoshida
 Chief Taki Mai
 South Pacific Elixirs Ltd
 Government Stakeholders
 Fiji Codex Office/Agriculture Trade Economic Unit
 Ministry Of Agriculture Raiwaqa, Suva
 Fiji
 Tel: 679-3100294
 Email: Zane@TakiMai.com

NAURU

Ms Sheba Hubert
 Quarantine Officer
 Department of Agri. Quarantine
 Ministry of Commerce, Industry & Environment
 Republic of Nauru
 Yaren District
 Nauru
 Tel: +674 557 3147
 Email: sheba.hubert@naurugov.nr

Mr Raiyong Itsimaera
 Nauru
 Tel: 679-5573074
 Email: raiyoung.itsimaera@naurugov.nr

Ms Amy Tsitsi
 Chief of Quarantine
 Department of Agri. Quarantine
 Ministry of Commerce, Industry & Environment
 Republic of Nauru
 Yaren District
 Nauru
 Tel: 5573147
 Email: tsitsi09@gmail.com

Ms Sheba Hubert
 Nauru
 Email: sheba.hubert@naurugov.nr

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA

Mr Raj Rajasekar
 Senior Programme Manager
 Ministry for Primary Industries
 Codex Coordinator and Contact Point for New Zealand
 25 The terrace
 Wellington
 New Zealand
 Tel: +64 4 8942576
 Email: raj.rajasekar@mpi.govt.nz

Ms Lisa Tatiana Ralph
 Senior Policy Analyst, International Policy
 Ministry for Primary Industries
 25 The Terrace, Wellington
 New Zealand
 Tel: +64 4 8942456
 Email: lisa.ralph@mpi.govt.nz

PAPUA NEW GUINEA - PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE - PAPUA NUEVA GUINEA

Dr Vele Pat Ila'ava
 Secretary
 Department of Agriculture & Livestock
 P.O.Box 2033 Port Moresby, NCD
 Papua New Guinea
 Tel: 675 76630267
 Email: vpilaava100261@gmail.com

Mr Joel Alu
 Managing Director
 National Agriculture Quarantine & Inspection Authority (NAQIA)
 P.O.Box 741, Port Moresby, NCD
 Papua New Guinea
 Tel: 3112100
 Email: JAlu@naqia.gov.pg

Mr Michael Wakan Areke
 Agriculture Quarantine Officer
 National Agriculture Quarantine & Inspection Authority (NAQIA)
 P.O.Box 741, Port Moresby, NCD Papua New Guinea
 Port Moresby
 Papua New Guinea
 Tel: +675 311 2100
 Email: areke.michael12@gmail.com

Mr Silas Jonathan
 Co-ordinator - Food Safety
 National Capital District Commission
 P.O.Box 7270 Boroko, NCD
 Port Moresby
 Papua New Guinea
 Tel: +(675) 323 3212
 Email: SilasJ@ncdc.gov.pg

Mr James Kaiulo
 Chief Executive Officer
 Kokonas Industri Koporesen
 P.O.Box 81 Port Moresby, NCD Papua New Guinea
 Port Moresby
 Papua New Guinea
 Tel: +(675) 321 1133
 Email: jkaiulo@kik.com.pg

Ms Josephine Kenni
 Deputy Chairlady
 PNG Rubber Board
 Department of Agriculture & Livestock P.O.Box 2033
 Port Moresby, NCD Papua New Guinea
 Port Moresby
 Papua New Guinea
 Tel: 71742915
 Email: jvkenni@gmail.com

Mr Andy Keponge Yombo
 Principal Epidemiologist
 National Agriculture Quarantine & Inspection Authority (NAQIA)
 P.O.Box 741, Port Moresby, NCD
 Port Moresby
 Papua New Guinea
 Tel: 3112100
 Email: AYombo@naqia.gov.pg

Ms Madrias Legas
Senior Environmental Health Officer
National Capital District Commission
P.O.Box 7270 Boroko, NCD
Port Moresby
Papua New Guinea
Tel: +(675) 323 3212
Email: MadriasL@ncdc.gov.pg

Mr Orlando Mercado
Animal Health Program Manager – Laboratory
Services,
National Animal Health and Food Testing Laboratory
National Agriculture Quarantine & Inspection Authority
(NAQIA)
P.O.Box 741, Port Moresby, NCD
Papua New Guinea
Tel: +675 7024 2312
Email: OMercado@naqia.gov.pg /
orlando.mercado@gmail.com

Mr Mark Worinu
General Manager
Fresh Produce Development Agency
P.O.Box 958 Goroka, EHP
Port Moresby
Papua New Guinea
Tel: +(675) 532 3356
Email: mark.worinu@gmail.com

SAMOA

Mr Roger Toleafoa
Assistant CEO
Fair Trading & Codex Development Division
Ministry of Commerce, Industry & Labour 4th Floor,
ACC Building
Matafele Apia
Samoa
Tel: 0685 - 20441
Email: roger.toleafoa@mcil.gov.ws

Mr Sinei Fili
Principal Food Safety & Tobacco control
Health Protection & Enforcement Division
Ministry of Health Motootua
Apia
Samoa
Tel: 0685 - 68100
Email: SineiF@health.gov.ws

Mr Dr Fiame Leo
Manager
Technical Services
Scientific Research of Samoa (SROS)
Apia
Samoa
Tel: 0685-20352
Email: fiame.leo@sros.gov.ws

TONGA

Mr Savia 'atuekaho
Agricultural Officer
Food Division
Ministry of Agriculture, Food & Forestry
Headquarter Queen Salote Wharf Vuna Rd
Nuku'alofa
Tonga
Tel: 676 23038
Email: savia.atuekaho@maff.gov.to

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Ms Marie Maratos
International Issues Analyst
U.S. Codex Office, Food Safety & Inspection Service
U. S. Department of Agriculture
1400 Independence Avenue, SW Room 4861
Washington, DC
United States of America
Tel: +1-202-690-4795
Email: marie.maratos@fsis.usda.gov

VANUATU

Mr Marokon Alilee
Director General
Ministry of Tourism, Trade, Industry, Cooperative & Ni
Vanuatu Business
PMB 9056 Port Vila
Vanuatu
Tel: (+678) 33410
Email: malilee@vanuatu.gov.vu

Ms Myriam Abel
WHO advisor NCD
Department of Health
Ministry of Health
PMB 9042 Port Vila Vanuatu
Port Vila
Vanuatu
Email: mabel@vanuatu.gov.vu

Mrs Ruth Amos
Manager
Food Technology Development Center & Analytical Unit
Ministry of Tourism, Trade, Industry, Cooperative & Ni
Vanuatu Business
Port Vila
Vanuatu
Email: ramos@vanuatu.gov.vu

Mr Sumbue Antas
Director
Department of External Trades
Ministry of Foreign Affairs
PMB 9051 Port Vila
Vanuatu
Tel: 27045
Email: santas@vanuatu.gov.vu

Mr Lonny Bong
Director
Department of Livestock
Ministry of Agriculture
PMB 9039 Port Vila
Vanuatu
Tel: 33205
Email: lbong@vanuatu.gov.vu

Ms Betsy Charlie
Sea Food Authorization Officer
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture
PMB 9045 Port Vila
Vanuatu
Email: bcharlie@vanuatu.gov.vu

Mr Christian Jacobe
Observer
Noni Industry
Port Vila
Vanuatu
Email: jacobe.j@vanuatu.com.vu

Mr Vincent Lebot
 CIRAD
 VARTC
 PO Box 231 Lugunville Santo Vanuatu
 Lugunville
 Vanuatu
 Tel: +678 36320
 Email: lebot@vanuatu.com.vu

Mr Michael Louze
 Chairperson Kava Industry Working Group
 Kava Industry
 Port Vila
 Vanuatu
 Email: louzemichael@yahoo.fr

Mr Nambo Moses
 POETCOM Chair
 Department of Livestock
 PMB 9095 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: 33585
 Email: nmoses@vanuatu.gov.vu

Mr Peter Napwatt
 Farmer/Consultant
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: (+678) 7731773
 Email: nikamatua@gmail.com

Mr Lawrence Nimoho
 Food & Nutrition Security Officer
 Risk & Resilience Unit
 Ministry of Agriculture
 PMB 9039 Port Vila Vanuatu
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: 33205
 Email: lnimoho@vanuatu.gov.vu

Mr Francis Qarani
 Department of Biosecurity
 Ministry of Agriculture
 PMB 9039 Port Vila Vanuatu
 Port Vila
 Vanuatu
 Email: fqarani@vanuatu.gov.vu

Ms Tanuvasa Semy Siakimotu
 Trade Advisor
 PHAMA
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: +678 5605792 +679 998 7139
 Email: s.siakimotu@phama.biz

Mr George Taleo
 Director General
 Health
 Ministry of Health
 Private Mail Bag, 009, Port Vila, Vanuatu
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: 678 7761461
 Email: gtaleo@vanuatu.gov.vu

Mr Len Tarivonda
 Director Public Health
 Department of Health
 Ministry of Health
 PMB 009 Port Vila Vanuatu
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: 33080
 Email: ltarivonda@vanuatu.gov.vu

Mrs Emily Tumukon
 Codex Liaison Officer
 Department of Agriculture
 Ministry of Agriculture
 PMB 9039 Port Vila Vanuatu
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: +678 33220
 Email: etumukon@vanuatu.gov.vu

Mr James Wasi
 Acting Director
 Department of Agriculture and Rural Development
 Ministry of Agriculture
 PMB 9039 Port Vila Vanuatu
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: 33205
 Email: jwasi@vanuatu.gov.vu

Mrs Nellie Wouloseje
 Head Environmental Health Unit
 Public health
 Ministry of Health
 Private Mail Bag, 009, Port Vila, Vanuatu.
 Port Vila
 Vanuatu
 Tel: 678 7736663
 Email: nham@vanuatu.gov.vu

**MEMBERS OUTSIDE THE REGION / MEMBRES
 EXTÉRIEURS À LA RÉGION / MIEMBROS DE
 FUERA DE LA REGIÓN**

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS

Ms Marie-Ange Delen
 Coordinator Codex Alimentarius Netherlands
 Ministry of Economic Affairs
 PO Box 20401
 The Hague
 Netherlands
 Tel: +31 6 4615 2167
 Email: m.a.delen@minez.nl

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Ms Awilo Ochieng Pernet
 Chairperson, Codex Alimentarius Commission
 Division of International Affairs
 Federal Office of Public Health, FOPH
 CH-3003, Bern, Switzerland
 Tel: +41 31 322 0041
 Email: awilo.ochieng@blv.admin.ch

INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS/ ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES/ ORGANIZACIONES INTERNACIONALES NO GUBERNAMENTALES

IFPRI (Instituto Internacional de Investigación sobre Políticas Alimentarias)

Dr Anne MacKenzie
Head, Standards and Regulatory Issues International
Food Policy Research Institute (IFPRI)
6442 Aston Rd Ottawa,
ON Canada, K4M1B3
Tel: + 1 613 692 0211
Fax: +1 613 692 6020
Email: a.mackenzie@cgiar.org

PONENTE PRINCIPAL

Mr Hon Tommy Assik Tomscoll, Mp
Minister for Agriculture & Livestock
Department of Agriculture & Livestock
P.O.Box 2033 Port Moresby, NCD
Papua New Guinea
Tel: +(675) 7186 9731
Email: vpilaava100261@gmail.com

FAO

Mr Graham Nimoho
Assistant FAO Representative in Vanuatu
Vanuatu
Email: Graham.Nimoho@fao.org

Ms Mary Kenny
FAO Staff
FAO
Office of Food Safety Food and Agriculture
Organization Viale delle Terme di Caracalla
Rome
Italy
Tel: +390657053653
Email: Mary.kenny@fao.org

Ms Ann Hayman
Food Safety and Nutrition Officer
FAO Subregional Office for the Pacific Islands
FAO
Apia
Samoa
Email: Ann.Hayman@fao.org

Mr Dennis Bittisnich
Food Control Systems International Consultant
FAO
Email: d.bittisnich@gmail.com

WHO - OMS

Mr Peter Sousa Hoejskov
Technical lead Food Safety
Division of Health Security and Emergencies
World Health Organization Regional Office for Western
Pacific
Manila
Philippines
Tel: +63 2 5289914
Email: hoejskovp@wpro.who.int

SECRETARIATS – SECRÉTARIATS- SECRETARÍAS

VANUATU SECRETARIAT - SECRÉTARIAT DE VANUATU - SECRETARÍA DE VANUATU

Mrs Tina Soaki-la'au
Senior Food Technologist
Food Technology Development
Centre & Analytical Unit
Ministry of Tourism, Trade, Industry, Cooperative & Ni
Vanuatu Business
PMB 9056 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 33410
Email: tsoaki@vanuatu.gov.vu

Mrs Annick Stevens Latika
VCC Food Security Project Coordinator
Vanuatu Christian Council
PO Box 3316 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 27300
Email: iatika.annick@gmail.com

Mrs Bettyrose Kaltapau
External Trade Officer
Department of External Trade
Ministry of Foreign Affairs
PMB 9051 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 22770
Email: bbuas@vanuatu.gov.vu

Mrs Rose Malsale
Corporate Services Officer
Customs & Inland Revenue
Ministry of Finance
PMB 9012 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 24544
Email: ramalsale@vanuatu.gov.vu

Mr Hinton Nixon
ICT Officer
Cooperate Service Unit
Ministry of Agriculture
PMB 9039 Port Vila
Vanuatu
Tel: (+678)33205
Email: nixonh@vanuatu.gov.vu

Ms Penninga Saksak
Assistant to Liaison Officer
Codex Vanuatu
Ministry of Agriculture
PMB 9039 Port Vila
Vanuatu
Email: vanoz.s17@gmail.com

Ms Louisa Tokon
PMB 9042 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 33080
Email: ltokon@vanuatu.gov.vu

Mr Viran Tovv
Health Strategic Analyst
DSPAC
Prime Minister's Office
PMB 9053 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 33000
Email: vtovu@vanuatu.gov.vu

Ms Julin Vatu
Food Safety Officer
Department of Health
Ministry of Health
PMB 9042 Port Vila Vanuatu
Tel: +678 33080
Email: vatuj@vanuatu.gov.vu

Mr Mark Vurobaravu
Agriculture Rep
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture
PMB 9040 Port Vila
Vanuatu
Tel: +678 33550
Email: mvurobaravu@vanuatu.gov.vu

**CODEX SECRETARIAT - SECRÉTARIAT DU CODEX
- SECRETARÍA DEL CODEX**

Ms Verna Carolissen Mackay
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Via delle Terme di Caracalla
Rome
Italy
Email: verna.carolissen@fao.org

Ms Annamaria Bruno
Senior Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Via delle Terme di Caracalla
Rome
Italy
Email: Annamaria.Bruno@fao.org

Mr Roberto Sciotti
Codex Records & Information Management Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Viale delle Terme di Caracalla
Rome
Italy
Tel: +390657056141
Email: roberto.sciotti@fao.org

Annexe II**ALLOCUTION PRINCIPALE PRONONCÉE PAR M. ASSIK TOMMY TOMSCOLL,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE DE LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE****Pourquoi le Codex Alimentarius est important pour la région Amérique du Nord et
Pacifique Sud-Ouest**

Mesdames et Messieurs,

Les transports à grande vitesse et les technologies modernes de l'information et de la communication ont fait de notre monde un vaste village multiculturel. La région Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest est affaiblie, et ce n'est pas étonnant, par les grandes tendances du développement mondial qui résultent de problèmes, de préoccupations et de conflits sociaux, économiques, géopolitiques et environnementaux en apparences limités à tels ou tels pays. Des problèmes locaux ont leur origine dans d'autres pays – c'est dire combien le monde est petit aujourd'hui et cependant très diversifié.

Les écarts dans les cultures, les langues, les politiques publiques, les ressources naturelles disponibles, l'éducation, la santé, la biodiversité et la richesse font obstacle à un développement non biaisé, aggravent la pauvreté et la faim, et empêchent une répartition équitable des revenus. Il devient assurément difficile pour les pays de réaliser les Objectifs de développement durable.

Les connaissances, l'expérience, les compétences et les capacités de mise en réseau de la Commission du Codex Alimentarius en tant qu'autorité et référence mondiale en matière d'établissement de normes alimentaires en font un partenaire de développement privilégié dans un monde caractérisé par la volatilité, l'insécurité et l'incertitude et bien souvent guidé par la gestion des crises.

Pour créer un partenariat fructueux il faut mettre au service de la région un acteur mondial qui contribue à mettre en place de solides capacités locales, élément clé dans l'édification réussie des nations. La Commission en est capable et les États de la région Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest ont la possibilité d'en profiter par le biais des partenariats.

La Commission et les peuples de l'Amérique du Nord et ceux du Pacifique Sud-Ouest sont les trois acteurs d'un même projet – créer la durabilité et mettre en place les conditions pour que les personnes vivant dans ces régions soient en bonne santé, instruites et prospères.

Les aspirations des peuples, que ce soit en Amérique du Nord ou dans le Pacifique du Sud-Ouest, sont profondes et anciennes: être exempt de toute forme de domination et de cruauté, et conserver son intégrité, son identité et le respect de soi.

- Leur objectif est d'atteindre, dans leur pays, un niveau de développement humain élevé où chacun participe activement au processus qui lui permet d'échapper à toute forme d'oppression, de sorte qu'il aura la possibilité de s'épanouir dans ses relations avec les autres.
- Chacun doit avoir une chance égale de participer au développement de leur pays et d'en bénéficier.
- Chaque peuple veut être politiquement et économiquement indépendant afin de jouir de la liberté de décider et de choisir sans être entravé par des obligations ni par ses relations avec les autres.

Les questions, les problèmes et les défis auxquels les peuples sont confrontés et les possibilités qui s'offrent à eux, s'ils peuvent être considérés comme locaux, n'en sont pas moins interconnectés au plan international, parce qu'ils sont pour beaucoup le résultat de décisions de gouvernements étrangers. Pour que tous les pays puissent résoudre leurs problèmes, et mettre à profit les possibilités offertes, ils doivent collaborer avec des acteurs mondiaux comme la Commission du Codex Alimentarius afin de développer des solutions intégrées qui leur seront propres.

Le changement climatique, le changement environnemental et l'accroissement démographique ont des incidences sur les politiques publiques, la sécurité alimentaire, les risques liés à l'alimentation et le commerce alimentaire. La perte de terres arables et la baisse du rendement des terres, les espèces exotiques envahissantes, le recul de la forêt tropicale humide dans les zones de montagne, la diminution des fonctions écosystémiques, la hausse des températures de l'eau et de l'air, la baisse des réserves d'eau douce, le blanchissement des récifs coralliens, le recul de la biodiversité agricole, la hausse du niveau des mers, le risque d'effondrement des écosystèmes du littoral marin suite à la surpêche, et le déplacement des populations laisseront des impacts historiques sur l'habitat humain. Dans les petits États insulaires, cet habitat pourrait disparaître totalement.

Les conséquences sociales, géopolitiques et économiques sont déjà ressenties par les populations des petits États insulaires et des petits États de la région Amérique du Nord et Pacifique du Sud-Ouest. Ces États ne sont plus dépendants. Ils sont de plus en plus interdépendants, mais aussi largement dépendants de pays qui sont des puissances économiques, jouissent d'économies d'échelle et disposent de compétences spécialisées et de

techniques innovantes leur permettant d'envisager un développement durable. Ils ont besoin de l'aide étrangère pour financer leurs activités. Les petites économies sont continuellement en butte à des pratiques commerciales déloyales en ce sens que les puissances économiques imposent des normes alimentaires strictes qui interdisent l'accès des petits pays aux marchés. De l'autre côté, les grandes économies exigent d'accéder aux marchés afin de vendre dans les petites économies.

C'est pourquoi les petites économies restent dépendantes des importations pour leur alimentation, ont des déficits commerciaux qui se creusent tous les ans en faveur des grandes économies, et continuent d'assurer leur budget de fonctionnement à coup de subventions et d'emprunts.

Beaucoup de pauvres vivent dans les régions de l'Amérique du Nord et du Pacifique Sud-Ouest. Ils dépensent 60 à 70 pour cent de leurs revenus pour acheter des denrées alimentaires importées et n'ont pas de quoi économiser pour échapper à la pauvreté.

Les programmes de sécurité alimentaire, de sécurité sanitaire des aliments et de commerce alimentaire touchent au cœur du développement et de la croissance économique. Ils ont des incidences sur la capacité des pays de réaliser les objectifs de développement durable.

Les questions de développement auxquelles sont confrontés les pays aujourd'hui sont multidimensionnels et transversaux. Les pays de la région Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest ont besoin de la Commission du Codex Alimentarius comme tribune où faire entendre leurs préoccupations et comme porte-parole pour les représenter aux conférences où ces petites économies n'ont pas les moyens d'être présentes. Les petites économies tirent d'importants avantages des actions coordonnées, des investissements et des compétences professionnelles de la Commission.

La sécurité alimentaire (ou l'insécurité alimentaire) est le moteur de la croissance mondiale parce que chaque jour dans le monde les denrées alimentaires font l'objet des plus importants volumes d'échanges et parce que ces échanges créent de nombreuses activités de service qui appuient le commerce alimentaire, depuis la production primaire jusqu'à la table du consommateur, dans tous les pays. La gestion et la coordination des décisions, la définition de normes alimentaires, et l'instauration de règles pour la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques loyales dans le commerce international, sont des tâches nécessaires qu'aucun pays ne peut à lui seul accomplir, et que seule la Commission peut mener.

La Commission tire sa force du patrimoine combiné de tous les pays membres.

Le succès de la Commission du Codex Alimentarius est aussi celui de ceux et celles qui l'ont guidée dans le passé. C'est aujourd'hui celui de Mme Awilo Pernet, présidente de la Commission du Codex Alimentarius, avec le soutien résolu de M. Graziano da Silva, Directeur général de la FAO et de Mme Margaret Chan, Directrice générale de l'OMS.

Le succès dépend de l'engagement, de la collaboration et de l'unité de tous les pays membres.

Depuis 1963, c'est-à-dire depuis 53 ans, la Commission s'acquitte résolument de son double mandat: protéger la santé des consommateurs et garantir la loyauté des pratiques suivies dans le commerce des denrées alimentaires.

Pour de nombreux petits pays et de nombreuses petites économies, la Commission est une lueur au bout du tunnel, offrant un espoir à l'humanité. Cela fait 53 ans que la Commission est à nos côtés, et nous sommes certains qu'il en sera de même demain, comme le jour succède à la nuit.

Félicitations à la Commission pour ses succès méritoires et nous nous réjouissons de faire partie du voyage et de la victoire qui l'attendent.

Merci et que Dieu vous bénisse et enrichisse le débat.